

## Relations industrielles Industrial Relations



*Les enseignants et le pouvoir : histoire de l'Alliance des professeurs de Montréal, les luttes syndicales et le développement social (1952-1958)*, par Paulette Vigeant-Galley, Québec, CEQ-APM, décembre 1981, 128 pp.

James Thwaites

Volume 37, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/029290ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/029290ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thwaites, J. (1982). Compte rendu de [*Les enseignants et le pouvoir : histoire de l'Alliance des professeurs de Montréal, les luttes syndicales et le développement social (1952-1958)*], par Paulette Vigeant-Galley, Québec, CEQ-APM, décembre 1981, 128 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 37(3), 712-713.  
<https://doi.org/10.7202/029290ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é  
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

pact de l'action sociale de l'Église en notre milieu pendant cette période qui a précédé le grand déblocage des années '60. Enfin, l'ouvrage de Jacques Cousineau est une contribution qui s'étend au-delà de l'histoire de la Commission sacerdotale des Études sociales et qui lève le voile sur la gouverne de la chose publique sous le régime Duplessis.

Gérard DION

Université Laval

**Les enseignants et le pouvoir: histoire de l'Alliance des professeurs de Montréal, les luttes syndicales et le développement social (1952-1958)**, par Paulette Vigeant-Galley, Québec, CEQ-APM, décembre 1981, 128 pp.

Depuis la publication de **150 ans de luttes** par la CSN et la CEQ, le mouvement syndical manifeste clairement le désir de redécouvrir son passé et de le faire connaître tant chez ses militants qu'auprès du grand public. Après une phase initiale de projets communs, au moins entre la CSN et la CEQ, on tend actuellement à se tourner vers des monographies portant sur une centrale particulière. (D'ailleurs, la FTQ a préféré cette voie dès le départ avec le projet qu'elle a mis sur pied sous la direction de Léo Roback.) Depuis lors, la CSN a publié l'étude de Jacques Rouillard: un survol de l'évolution de cette centrale des origines à nos jours. À la CEQ, par contre, on a eu tendance à s'arrêter à des monographies portant sur les périodes considérées significatives. Ainsi, deux ouvrages viennent de paraître. Le premier est une étude de Louise Clermont-Laliberté, dans laquelle l'auteur analyse le régime Charbonneau et le début de celui de Gaulin, tandis que le second de Paulette Vigeant-Galley est consacré aux années 1950 à l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal (APCM).

L'APCM, aujourd'hui Alliance des professeurs de Montréal, était affiliée à la CEQ et à son ancêtre la CIC, à l'exception des années 1950. Au cours des années 1940, elle partageait la vedette avec une association d'en-

seignantes, la Fédération catholique des institutrices rurales (FCIR) de Laure Gaudreault. À l'intérieur de la CIC, qui est venue chapeauter tout le mouvement dès 1946, l'Alliance a joué le rôle d'une sorte de fer de lance. Son chef, Léo Guindon, avait mené son mouvement depuis 1942 d'une façon dynamique. Il s'impliquait partout. Guindon avait cumulé à un moment donné les postes de président de l'APCM, de la FICV (Fédération des instituteurs et institutrices des cités et villes) et de la CIC, aussi bien que celui de directeur du journal officiel de cette dernière: **L'Enseignement**. Suite à la grève illégale de 1949 (les grèves dans les secteurs public et parapublic étant illégales entre 1944 et 1965), la situation interne à la CIC commençait à se gâter. Guindon a perdu ses élections à la présidence du mouvement provincial en 1951 aux mains de Léopold Garant de Québec. Deux ans plus tard, autour d'un problème de restructuration qui menaçait la représentativité et le leadership de l'Alliance à l'intérieur de la CIC, l'Alliance s'est retirée définitivement de cette dernière, pour ne la réintégrer qu'à la fin de la décennie, sans Guindon au gouvernail. Désormais, l'Alliance était engagée dans une lutte sur plusieurs fronts: bien entendu contre la CIC; mais aussi contre la CECM, la CRO et le Gouvernement provincial (à cause de sa désaccréditation erronée par ces corps publics), et contre ses associations rivales à Montréal issues du problème de la désaccréditation. Cette période de lutte intense se trouve au coeur du livre de Paulette Vigeant-Galley.

Le sujet ne manque certainement pas d'intérêt, lié comme il est aux grandes questions du jour pendant la dernière décennie de la «grande noirceur». Il est aussi fort original. Son exécution, cependant, soulève certaines questions. Axée essentiellement sur une seule source, le journal officiel de l'Alliance, l'étude manque un peu de profondeur et d'équilibre. L'auteur, par souci d'objectivité, signale clairement cette lacune, ainsi qu'une autre: le fait que le journal officiel reflète surtout les opinions de la haute chefferie de l'association, la vaste majorité des membres s'exprimant très peu dans ces pages.

La nature des sources et l'honnêteté intellectuelle de l'auteur font porter l'étude, par conséquent, non pas sur les événements comme tels mais sur les idées et la perception de la chefferie. Ainsi, après avoir analysé la définition de l'enseignant utilisée par l'Alliance, elle étudie les positions évoquées dans le journal officiel par rapport à trois thèmes: la vie politique, l'Église et les luttes syndicales. De cette façon, l'auteur a pu aborder les événements les plus significatifs sans se faire accuser de ne pas présenter une version complète.

Malgré cet effort intéressant, le lecteur reste sur son appétit. La première raison est évidemment que les sources restent incomplètes. La deuxième est que la démarche favorisée (idées, perception) force l'auteur à couvrir la période au moins trois fois afin d'expliquer et appliquer chaque thème identifié. La troisième raison est qu'un des événements clefs de la période, qui aurait pu regrouper les thèmes, n'est pas exploité pleinement: la grève de 1949 et ses suites. Cet événement est d'ailleurs omniprésent dans le texte. Il est possible qu'une explication chronologique plus étoffée et un plus grand accent sur la grève de 1949 et ses suites, au point de départ, auraient pu au moins nuancer deux sur trois de ces problèmes.

Paulette Vigeant-Galley a su éviter un des aspects les plus frustrants du manuel CSN-CEQ, **150 ans de luttes**, par l'identification de ses sources. Les notes infrapaginales sont nombreuses et explicites. Il aurait été plus pratique, en raison de leur nombre imposant, de les avoir disposées en bas de la page au lieu de les mettre à la fin de chaque chapitre. Mais ceci n'est qu'un détail. Il y a, cependant, un autre problème de plus grande importance. Quoique l'auteur et l'éditeur méritent des félicitations en ce qui concerne le nombre de photographies et d'extraits du journal officiel, etc., qui y paraissent, le livre aurait pu être amélioré considérablement grâce à une utilisation mieux organisée de ses sources en ce qui touche leur présentation matérielle, leur regroupement et leur identification.

Enfin, avec le livre de Paulette Vigeant-Galley, nous sortons du texte polémique et du survol intégral pour entrer dans l'analyse scientifique des phénomènes du mouvement syndical, publiée par le mouvement syndical. Mis à part ses propres mérites, **Les enseignants et le pouvoir** dénote ainsi une orientation intéressante d'une centrale syndicale sur le plan de la recherche. Sur celui de l'interprétation de l'action syndicale, cette étude est également révélatrice en tant que copublication CEQ-APM à la veille du trentième anniversaire de la scission entre ces deux groupements. Peut-être bien Laliberté, Charbonneau et Gaulin sont les fils spirituels de Léo Guindon.

James THWAITES

Université Laval

**La qualité de la vie au travail.** Regard sur l'expérience québécoise, par Maurice Boisvert et le groupe d'étude de travail des HEC, Montréal, Éditions Agence d'Arc Inc., 1981, 461 pp., ISBN

Créé à l'automne 1975, le Groupe d'étude sur la qualité de la vie au travail des H.E.C. se donnait comme principaux objectifs le recensement, la description et l'analyse de tentatives québécoises d'amélioration de la qualité de la vie au travail. Leurs recherches, leurs expériences et leurs observations recueillies au cours des dernières années ont finalement conduit à la publication du premier livre québécois sur la qualité de la vie au travail. Divisé en trois sections, cet ouvrage est composé de textes distincts reliés cependant par leur sujet au thème de recherche privilégié. En complément des recherches proposées, le lecteur retrouvera en dernière partie, des témoignages intéressants sur les démarches adoptées par certaines entreprises québécoises dans l'application d'un programme de qualité de la vie au travail.

La première partie de ce recueil est consacrée à une présentation et, le cas échéant, à une analyse des multiples facettes de la qualité de la vie au travail.